

retire rien. On ne peut pas être placé plus défavorablement... La guerre continentale américaine est finie : il n'y a donc rien à gagner de ce côté ; mais la guerre maritime continue par suite de la première : cette guerre ne se fait point militairement de la part de l'Espagne, mais par corsairage de la façon de ses ennemis ; et, dans cette lutte, la malheureuse Espagne n'a rien à gagner et tout à perdre : elle a affaire à des ennemis sur lesquels il n'y a rien à prendre ; elle doit recevoir tous les coups sans pouvoir en rendre un seul : il n'est point de pire position, ni qui exige une plus prompte solution. Depuis plusieurs années, les côtes de l'Espagne sont infestées par des essaims de navigateurs audacieux qui, des rivages américains sont venus braver ceux de l'Espagne, et jeter l'effroi et la désolation dans ses ports. Tout ce qui a tenté d'y entrer ou d'en sortir est exposé à devenir leur proie. Ils ont anéanti le commerce direct de l'Espagne sur l'Océan : en Amérique, ces nouveaux flibustiers courent les côtes de la Havane et de Porto-Ricco, de manière à ce que l'Espagne ait perdu toute communication avec le continent américain, et ses

belles îles des Antilles. Cette séparation est un moyen de plus pour porter celles-ci à la séparation d'avec une métropole dont l'autorité et le commerce sont également anéantis chez elle. Il n'est pas de plus sûr moyen d'accélérer l'indépendance d'une colonie que de cesser à la fois alors de la gouverner et de la pourvoir. Alors elle forme d'autres relations, et lorsque la métropole revient, elle trouve de nouvelles choses et de nouveaux hommes, de nouveaux goûts et de nouvelles relations : il lui est alors bien difficile de prévaloir contre une pareille masse d'intérêts. Telle est, par exemple, la faute immense que la France fait dans ce moment à l'égard de Saint-Domingue ; pendant qu'elle délibère, avance, recule et finalement ne se décide à rien, cette île, encore française par le cœur, devient anglaise par les relations qu'elle forme et par les goûts qu'elle contracte ; et pourvu qu'avec la même habileté on continue d'ajouter retards à retards, quand enfin on aura franchi tardivement le pas qu'il fallait savoir faire le premier jour, on trouvera une *seconde Jamaïque*, formée dans le Saint-Domingue qu'on aura laissé transformer. Eh bien ! voilà ce qui attend l'Espagne pour

prix de ses retards à reconnaître franchement l'indépendance américaine. Cependant qu'elle n'écoute que des conseils que je m'abstiens de qualifier, l'Amérique s'arrange de son côté, les étrangers s'emparent de son commerce, lui donnent leurs goûts, occupent tous les postes lucratifs; et lorsque l'Espagne viendra se présenter, elle ne retrouvera pas plus son commerce que sa domination; et cependant c'est assez pour elle de perdre l'une sans exposer l'autre. Cette importante considération devrait suffire seule pour engager l'Espagne à terminer un état de choses qui est inutile pour sa domination et désastreux pour sa fortune. Les Espagnols d'aujourd'hui ont à s'occuper de leurs descendans; c'est la condition primaire de la paternité: elle doit les porter à faire le sacrifice de leurs affections propres, pour ne pas s'exposer aux justes reproches de leur postérité. Qu'auraient-ils à lui répondre lorsqu'elle lui reprocherait son exhiéredation de l'Amérique, et sa misère, tristes conséquences de quelques satisfactions d'orgueil ou de routine? L'Espagne est bien assurée que l'Amérique ne s'ouvrira pour elle que sous les auspices d'une reconnais-

sance illimitée d'indépendance. Qu'elle se hâte donc de la prononcer pour mettre un terme à ses souffrances présentes, et pour s'associer au partage des richesses de l'Amérique: comment se condamner soi-même à l'exclusion d'un pareil dividende.

2°. Le plan des cortès n'offre à l'Amérique aucun attrait qui puisse l'engager à l'accepter. Bien plus, il renferme tout ce qui est propre à le faire rejeter par elle.

Les traités ne s'acceptent qu'en vue de fin de dommages ou d'acquittation d'avantages: or, quelle est celle de ces deux conditions qui se trouve dans ce traité relativement à l'Amérique? L'Espagne ne peut qu'une seule chose à son égard, prononcer l'indépendance: encore son pouvoir ne s'étend-il qu'aux nom: car la chose existe indépendamment d'elle, et c'est à prononcer le nom qu'elle se refuse. Du reste, elle impose à l'Amérique la condition de la remise de points fortifiés, celle du paiement de tributs, et du déplacement de ses députés pour assister aux congrès fédéraux qui seraient tenus à Madrid. Dans tout cela qu'y a-t-il pour les intérêts véritables de l'Amérique? Tout ne retombe-t-il pas à sa charge?

3^o Le plan des cortès est très-dommageable pour l'Europe...

L'état équivoque de l'Amérique est une gêne pour elle... Le droit apparent et le fait, principe de droit à son tour, se combattent et le tiennent dans l'incertitude... L'indépendance de l'Amérique est le vœu secret des gouvernemens : il est le vœu public, et bientôt le vœu pressant et impérieux des peuples : les gouverneurs connaissent cette disposition ; elle les entrave ; les tribunes législatives les pressent. Qui terminera cette question, les délivrera d'un grand tourment ? Ils traitent et négocient avec l'Amérique d'une manière détournée, et par des agens semi-officiels, ce qui nuit à la dignité : la prolongation des débats peut élever des questions fâcheuses, que décidera l'irritation... Dans l'état des choses, aucun pays de l'Europe ne peut plus se passer de l'Amérique et de son commerce ; l'Angleterre n'a cimenté sa vie commerciale, source de sa vie politique, que par le commerce de l'Amérique. Aujourd'hui la paix publique de l'Angleterre réside dans les comptoirs anglais répandus depuis le détroit de Magellan jusqu'au golfe du Mexique, sur le double rivage qui forme

les vastes contrées de l'Amérique. La population industrielle de l'Europe a ses greniers au cœur de l'Amérique : la perfection industrielle, pouvant élever la production beaucoup au-dessus de la consommation, condamne l'Europe à trouver sans cesse et à accroître des débouchés ou à demander à ses propres arts une suspension d'accroissement. Sans cela, nouveau Saturne, l'industrie dévorerait ses propres enfans... Les états tels que la France, qui ont besoin de marcher à hauteur avec l'Angleterre, pour ne pas lui concéder une supériorité qui leur deviendrait dommageable, ont aussi besoin d'entrer comme elle dans les terres et les transactions américaines, pour avoir part à sa richesse. Les besoins de l'Europe ouvrent donc forcément l'Amérique, et tout ce qui donne à leurs relations des gênes résultantes de l'ambiguïté et des restrictions, tourne essentiellement au préjudice du corps même de l'Europe, et le plan des cortès s'opposant directement à la reconnaissance de l'indépendance, soit par l'Espagne, soit par les autres états, prolonge cet état nuisible qui provient des retards que l'Espagne apporte à cette reconnaissance qui est aujourd'hui un des premiers besoins de

(78)

l'Europe. Je dis des premiers besoins; car, si l'Amérique, connaissant bien toute son importance, se rendant à elle-même la justice que les autres lui refusent, allait à refuser l'entrée de ses ports à tout état qui ne la reconnaîtrait pas formellement, quel coup ne frapperait-elle pas sur la population européenne, et par suite sur la tranquillité des états européens? Écartons tous les voiles, embrassons toute l'étendue de la question, et disons que le sort de l'Europe est, sous des rapports bien importants, dans la main de l'Amérique: elle n'a qu'à dire un mot, elle portera la vie ou la mort en Europe, suivant que ce mot sera conforme ou contraire à ses intérêts. Ceci est une des plus graves questions qui aient jamais été soumises à la considération des hommes: tout y est neuf, et l'immensité des résultats exige de leur part de bien poser les motifs de la détermination. Il paraît que jusqu'à ce jour l'Espagne et l'Europe n'ont envisagé cette grande cause que par son plus petit côté...; qu'elles se sont complues dans l'idée de l'importance de la concession de leur reconnaissance; on dirait qu'elles sont convaincues que, sans elle, l'Amérique ne peut subsister: quelle illusion! A quoi, dans le fait, servira à l'Amé-

(79)

rique cette faveur si précieuse? a-t-elle eu besoin de quelqu'un pour s'affranchir, pour se constituer? qui peut lui donner ou lui enlever quelque chose? qui ne s'empressera pas de la fournir? Et si, à l'exemple des États-Unis, elle se met à manifester elle-même les produits précieux et innombrables qui couvrent son sol, quelle serait pour l'Europe la suite de cette éducation industrielle qu'on l'aurait forcée de se donner à elle-même? Toute conquête que l'Amérique fera sur les arts de l'Europe sera un coup frappé sur les ateliers de l'Europe; et quand ils seront inactifs ou détruits par les accroissemens rendus par elle nécessaires, trouvera-t-elle des équivalens dans les satisfactions des petites répugnances qui paraissent composer tous les obstacles encore subsistans contre cette grande détermination? car le fond même des choses est décidé: personne ne s'abuse plus à cet égard; mais la vieille diplomatie est encore là avec ses formes suspensives et ses restrictions retardataires. A sa marche compassée, on dirait que c'est au monde à attendre son heure, et non pas à elle à prendre celle du monde. Dans ce moment, la masse de la population européenne souffre de l'empire de ces tor-

mules. L'Amérique, en demandant à l'Europe de traiter avec elle sur le même pied qu'avec les autres habitans du globe, lui adresse donc une demande qui entre encore plus avant dans les intérêts de l'Europe que dans les siens propres; et l'Espagne, en demandant à l'Europe d'écarter cette demande, la sollicite contre ses plus chers intérêts...

En mettant à part ce que le regret et le sentiment d'une longue supériorité peuvent inspirer à l'Espagne, il est naturel de penser qu'elle craint la perte qu'elle croit devoir suivre de l'abandon complet de l'Amérique: cette crainte tient à deux choses mal observées:

1^o La cession refusée ne rendra pas l'Amérique à l'Espagne: au contraire, la continuité d'un état hostile n'est propre qu'à confirmer et aggraver cette perte. Si la perte doit résulter de sa séparation d'avec l'Amérique, alors il n'y a plus qu'à examiner si l'on peut la reprendre. Si elle est impossible, le bon sens conseille de finir au plus tôt une opposition à la fois ruineuse et inutile.

2^o Mille raisons et les exemples les plus frappans sont sous les yeux de l'Espagne pour la rassurer contre cette crainte.

L'expérience la plus constante a appris que les colonies libres florissaient beaucoup plus que les colonies exclusives; qu'elles accroissaient le commerce de la métropole, et lui faisaient part de leur prospérité. L'Espagne a gardé long-temps ses colonies sous une loi bien stricte d'exclusif pour les ports mêmes de la péninsule. Tout le commerce d'Amérique fut d'abord fixé à Séville, puis transféré à Cadix... En 1778 la faculté d'y prendre part fut accordée à douze ports de la péninsule. Dix ans après, le commerce avait doublé. Que sera-ce lorsqu'il pourra se faire en même temps dans tous les points de l'Amérique, et dans ceux de l'Espagne. Il arrivera alors à l'Espagne ce qu'éprouva l'Angleterre de la part des États-Unis: elle leur avait fait la guerre, elle y avait dépensé 18,000,000,000 fr. Elle redoutait la perte que sa richesse devait souffrir par leur séparation. Là, aussi il ne manquait pas d'hommes d'état, vrais prophètes de malheur qui ne parlaient que de ruine, si l'Amérique devenait libre; et voilà qu'au bout de quelques années, l'Angleterre, étonnée, reconnaît que son commerce avec l'Amérique a triplé par le seul fait de cette séparation si redoutée, et qu'elle fournit par

là à l'univers un enseignement certain sur la source véritable de la richesse coloniale. Depuis ce temps, l'Angleterre a eu tous les profits de l'Amérique sans aucun frais de l'ancien établissement. Ce pays est aujourd'hui sa meilleure pratique commerciale. Eh bien ! voilà ce qui attend l'Espagne dans la nouvelle carrière que lui ouvre la séparation de ses Amériques : elle n'aura plus de guerre à soutenir pour l'Amérique : elle n'en sera plus séparée par la guerre, comme il lui est arrivé si souvent de l'être. La diversité des états qui s'établissent dans cette contrée la préservera de l'interdiction générale de ses riviages qu'elle éprouvait lorsqu'elle en était maîtresse exclusive, ce qui la conduisait à en être exclue elle-même, dès qu'il s'élevait une contestation en Europe. L'Amérique recevra des accroissemens de prospérité incalculables ; et, par une liaison nécessaire, l'Espagne y prendra part et reconnaîtra, au milieu de ses nouvelles richesses, l'erreur de ses craintes passées.

Cette Amérique est si riche, qu'elle épuisera les efforts industriels de l'Europe plutôt que ceux-ci n'épuiseront ses moyens de les acquitter.... Que l'Europe travaille, l'Amé-

rique est là pour tout payer.... Dans cinquante, dans cent ans, le monde s'étonnera de s'être refusé si long-temps à tant de moyens de bonheur.... Qui peut donc empêcher les gouvernemens de prononcer ce nom attendu par les deux mondes de *l'indépendance américaine*. Une certaine pudeur à parler le premier ; car, si l'on s'y décide quelque part, bientôt on sera imité partout ; tous ont le même intérêt, tous se regardent mutuellement et attendent un signal donné *d'un peu haut*.... Mais qui retarde l'émission de ce signal ? la *légitimité* de l'Espagne à l'égard de l'Amérique. Examinons froidement cette question, qui me paraît être la dernière ressource. Je ne dirai pas des opposans, car je n'en connais point *de tels, proprement dits*, mais des retardataires. Dans le fait, il n'existe plus que des retards, et plus d'opposition directe.

La légitimité n'est pas une chose absolue, ni qui ait une application égale aux choses et aux hommes. La légitimité des états les uns à l'égard des autres comporte des distinctions, et admet des nuances qui ne se rencontrent pas dans les légitimités réelles ou industrielles. Chacune se gouverne d'après

les lois de sa nature propre, et dans ce cas, c'est sur celle de l'ordre social qu'il faut se régir... La propriété individuelle n'ayant point d'action sur une autre propriété de même nature, jouit d'une légitimité absolue et rigoureuse à l'égard des propriétés de la même nature; car à quel titre l'une pourrait-elle avoir action sur l'autre? Mais il n'en est pas de même dès que l'on entre dans l'ordre social, soit privé, c'est-à-dire de la société envers ses membres, soit général, c'est-à-dire d'état à état. Ici tout se rapporte à la société, et doit se régir par ses lois. Dans la société privée comme dans la société générale, la légitimité est la propriété de la société, instituée pour son bien, et non pas seulement pour les titulaires; ceux-ci sont associés à l'inviolabilité de la légitimité, et doivent jouir de tous ses bénéfices; mais, quand il s'agit des rapports des nations entre elles, cette idée s'étend et prend une autre direction. Des individus peuvent vivre isolés sans action réciproque les uns à l'égard des autres... Mais les nations ont toujours entre elles des rapports nécessaires, qui exigent qu'elles aient ainsi des organes certains. Si l'incertitude ou d'autres causes rendaient

ces organes nuls, alors il se trouverait qu'ils iraient contre le but de leur institution, qui est le bien de la société et son maintien; et une société pourrait périr par ce qui est destiné à la conserver... Si ces organes venaient à manquer, et à manquer long-temps, les liens d'une société avec les autres sociétés humaines se trouveraient rompus, et cette société resterait en dehors de la société générale; elle pourrait subir une interdiction humaine, par sa faute ou pour la cause de ses chefs... Une pareille conséquence suffit pour placer le principe dans son vrai jour... Mais ici il faut savoir se renfermer dans les bornes que la raison et l'équité tracent pour tout... Pour cela il faut que le changement soit complet, déjà ancien, qu'on ne l'ait point provoqué, et que la nouvelle société ne blesse pas les bases reconnues de l'ordre social: il faut donc se borner à rechercher si l'Europe a créé ou fomenté la révolution de l'Amérique; si cette révolution a atteint ce degré de solidité qui la rend inébranlable; si l'Espagne peut conserver quelque espoir raisonnable de prévaloir contre elle; si les principes des gouvernemens américains contrarient les principes communs à toutes les

associations humaines. Or, qui pourrait, sous ces divers rapports, contester les droits de l'Europe et de l'Amérique ? la querelle de l'Amérique avec l'Espagne n'est point du fait de l'Europe ; la révolution américaine est complète, inébranlable, sans ressource et sans espoir pour l'Espagne : il n'existe aucun principe répréhensible dans la nouvelle sociabilité américaine : l'Espagne même reconnaît l'indépendance comme fait et comme principe : elle ne combat plus que sur des incidents calculés dans son seul avantage. Qui pourrait faire à l'Europe la loi de se soumettre à beaucoup de dommages en vue des avantages de la seule Espagne ? Un seul a-t-il le droit d'imposer des privations à tous ? et de quelle nature encore sont ces privations ! Celle d'un monde entier que l'Espagne frappe d'interdit, et comme d'une nouvelle séparation avec l'Amérique. Pour favoriser ses vues, il faudrait remonter au temps auquel l'Amérique n'existait pas encore pour l'Europe : et à qui peut-il appartenir de tenir ainsi les parties de l'univers séparées les unes des autres ? L'Espagne ne s'est pas aperçue de l'étrange question qu'elle s'exposait à soulever, par le retrait qu'elle fait à l'Europe de

l'Amérique : par là elle remet en question tout le droit colonial, de quelque nature qu'il soit, et quelle nation que ce soit qu'il concerne... Elle s'expose à faire demander, et à s'entendre dire : Si une contrée d'un autre hémisphère peut posséder un hémisphère entier, comment on possède légitimement un hémisphère, et si l'on possède de droit ce que l'on ne peut posséder de fait, c'est-à-dire ce à quoi on ne peut appliquer les effets ordinaires de la propriété... Terminons par cette raison décisive : *l'Espagne pourrait-elle interdire pendant cinquante ans, pendant cent ans les sociétés américaines à l'Europe, malgré le bon ordre des premières et les besoins de la seconde ?*

L'Europe ne fera donc rien de contraire au droit en reconnaissant l'indépendance américaine : elle ne fera que mettre fin au dommage que lui apporte l'état équivoque dans lequel l'Amérique est placée à son égard, état dans lequel on voit des droits légitimes et des faits certains méconnus, et le vœu des peuples dans une opposition directe avec la conduite publique des gouvernemens, réduits à se donner des démentis à eux-mêmes en favorisant sous main ce qu'ils n'osent avouer

publiquement. La contradiction des peuples avec le gouvernement est toujours un malheur pour celui-ci, et il a le droit de mettre un terme à un ordre de choses qui le blesse.

Il ne reste donc, tant à l'Europe qu'à l'Espagne, qu'une seule chose à faire : reconnaître l'indépendance américaine le plus promptement, le plus complètement, et ne s'occuper désormais que de l'établissement des relations commerciales basées sur les principes les plus purs de l'ordre social. Cette nouvelle tâche sera honorable, lucrative, et réunira ainsi tout ce qui fait l'objet des vœux de tous les hommes...

Le roi de Portugal a donné l'exemple (1). Malheureusement ce pays est petit : il pend aux extrémités de l'Europe, et il a subi une révolution : voilà beaucoup de causes de discrédit... Si le coup fût parti de l'Angleterre, la chose serait déjà terminée : mais, comme elle est prévenue par trop de vœux de la part de tous les Européens, il faut chercher le moyen de la faire en diminuant autant que possible les embarras.

Un grand nombre d'états se sont formés en

(1) Voyez la note.

Amérique ; d'autres vont en augmenter la quantité : il faut s'y attendre.

Une reconnaissance spéciale pour chacun peut renfermer des inconvéniens ; une reconnaissance générale, *in globo*, serait propre à les éviter ; et pour cela ne serait-il pas convenable et expéditif tout à la fois de proclamer d'une manière générale que tous les changemens survenus dans les contrées américaines et coloniales sont reconnus, et que les relations habituelles et usitées entre les nations civilisées sont ouvertes avec elles ?

Il n'y aurait là aucune molestation pour l'amour-propre, aucun appel aux regrets. Dans une conclusion de cette généralité, chacun se trouve compris sans être indiqué, et le droit commun de l'univers se trouve appliqué à tous sans offense pour personne.

J'ai poursuivi cet examen dans la seule vue de contribuer à mettre un terme à une des plus singulières comme une des plus fâcheuses situations dans laquelle la politique ait jamais été placée. Les intérêts compris dans cette question sont immenses. Je voudrais que mon esprit pût s'étendre et s'élever dans le même degré que le sont mes vœux pour la solution d'une question

qui touche aux plus grands intérêts de l'humanité de l'Europe et de la France. Je n'en excepte pas même ceux de l'Espagne, car les siens s'y trouvent compris comme ceux de tout le monde, et son malheur veut qu'elle ne sache pas tout ce qu'elle perd à différer. Avec quelque sévérité que je l'aie traitée en apparence, je n'ai pas perdu de vue ses intérêts; j'honore l'Espagne, je soigne ses intérêts; aucun sentiment de malveillance n'a dicté une seule des paroles que l'on vient de lire; je n'ai cherché qu'à lui représenter les erreurs dans lesquelles elle est entraînée par une fausse appréciation de l'objet dont elle a eu à s'occuper. C'est pour présenter à l'Europe même, dans toute son étendue, l'objet de cette discussion que je joins ici les pièces suivantes. En général, tout ce qui tient à l'Amérique est peu et mal connu en France; on pourrait même dire en Europe: les relations entre les deux contrées vont devenir très-fréquentes; il est trop ordinaire d'entendre disputer sans base fixe sur les événemens de l'Amérique. J'ai pu croire qu'il y avait quelque utilité dans le présent et pour l'avenir à réunir et à présenter un certain nombre de pièces relatives à l'Amérique, qui ne sont pas assez connues.

Je commencerai par le tableau des états américains déjà formés, ou qui ne peuvent manquer de l'être dans un court espace de temps.

Le Mexique, proprement dit.

Guatimala,	Buenos-Ayres,
Le Pérou,	Colombia,
Le Chili,	Santo-Domingo.

Le Brésil, que l'abandon du roi et du prince du Brésil ne peut pas manquer d'élever à l'indépendance; l'île de Cuba, dont l'indépendance est la suite naturelle de celle du Mexique.

Jamais on ne vit se former à la fois des états en aussi grand nombre et dans un aussi gros volume... Qu'était l'héritage d'Alexandre auprès de celui que l'Espagne vient de laisser vacant...? L'Amérique est une terre *régnifère*, qui se constitue vigoureusement, parce qu'elle suit dans sa formation politique les lignes que la nature lui a tracées pour sa formation naturelle.

Le cardinal de Fleury disait à Robert Walpole: *Tous êtes les maîtres de la mer, nous le sommes de la terre, c'est un beau mariage à faire*, celui de l'Europe avec l'Amérique

renferme de bien plus grandes destinées, et tout les invite également à hâter la conclusion de ce brillant et riche hyménée.

J'ose, en finissant, appeler l'attention du lecteur sur un objet bien digne de la fixer, et je le prie de résoudre le problème qui s'y trouve renfermé... Comment un immense pays tel que l'Amérique s'est-il trouvé, dans un court nombre d'années, avoir abjuré toutes les parties de son ancienne existence? En religion, il était voué à toutes les pratiques les plus voisines de la superstition; en gouvernement, l'obéissance avoisinait la servilité; le respect était un culte, et le prince une divinité... en hiérarchie civile, les classifications les plus distinctes; au bout de quelques jours, les autels sont seuls restés dans leur place nécessaire; le trône a été détruit, le rang suprême aboli; la liberté et l'égalité sont devenues les titres et le but communs; c'est sous ces deux signes qu'on s'est rassemblé, qu'on a combattu, qu'on a vaincu, et que l'on veut rester... Une métamorphose aussi complète, généralisée dans un monde entier, est un spectacle encore inconnu au monde, et qui invite aux plus sérieuses réflexions.... Pour ma part, j'y aperçois le plus

vaste enseignement, et je ressens d'avance le contre-coup inévitable qu'en recevra l'Europe.

La lettre du vice-roi du Mexique est un monument historique, fort intéressant sous un triple rapport....

1^o Il explique la conduite de ce vice-roi, qui avait paru bien singulière: on était embarrassé de savoir pourquoi il avait changé si promptement la nature de sa mission contre les indépendans en une reconnaissance formelle de l'indépendance, et comment il appelait à régner à Mexico le monarque de Madrid, qui l'envoyait le représenter lui-même dans ce pays.... Maintenant on sait à quoi s'en tenir.

2^o Ce document constate un état qui n'était nullement connu, celui de l'intérieur du Mexique. Par cet exposé de l'état réel des choses, on voit que le Mexique était complètement changé, armé et plus fort que l'Espagne.

3^o Le progrès que les idées libérales ont faits en Amérique: il est fort curieux de les voir généralisées et dominantes en Amérique, tandis qu'elles sont si vivement combattues en France et dans quelques autres

(94)

parties de l'Europe.... Le contraste est digne de remarque, et trouve son explication dans l'absence des classes privilégiées qui abondaient en Europe, et qui n'ont pas de consistance en Amérique.

La révolution du Mexique ne doit pas être confondue avec celle de Guatimala : ce sont deux pays différens ; leurs révolutions ont eu des chefs différens, et des jours de naissance différens... Celle de Guatimala est du 15 septembre 1821 : son chef est le marquis d'Ayzinena le plus riche particulier du pays.

Guatimala a des cortès et une constitution à part.

Un usage général fait confondre ce pays avec le Mexique : c'est une erreur, il en est séparé. Il occupe toute l'étendue du territoire qui s'étend des extrémités méridionales du Mexique et de la province de Chiapa à la frontière septentrionale de la nouvelle république de Colombia, et à la province de Veragua : Guatimala remplit tout l'espace qui s'étend du Mexique à l'ancien royaume de Terre-ferme. Sa position est admirable, étant baigné par le grand Océan et la mer Pacifique. Le grand lac Nicaragua s'y trouve placé ; c'est par lui que se fera le

(95)

passage direct du grand Océan à la mer du Sud. Ce vaste lac deviendra le centre du commerce du monde. La population de Guatimala s'élève à près de deux millions d'âmes. Son sol est de la plus grande fertilité, et ses richesses territoriales le disputent à celles que généralement le sein de la terre recèle en Amérique.

CHAPITRE III.

Leux pour l'Amérique et pour l'Europe.

Voilà deux pays créés pour leur bonheur réciproque : qu'ont-ils à se disputer ? quels biens ne peuvent-ils pas se faire mutuellement ! quel autre intérêt peuvent-ils avoir, hors celui de chercher à se rendre profitables l'un à l'autre ? C'est dans le mal de leurs voisins que trop souvent les états ont cherché leur supériorité ou leur défense personnelle. Une politique plus éclairée et plus humaine tout à la fois, et plus éclairée, parce qu'elle est plus humaine, indique une route toute contraire, et montre que le bien

de l'un se trouve toujours renfermé dans le bien de l'autre.

Plus l'Amérique avancera dans la carrière de la civilisation, plus elle sera profitable à l'Europe. A mesure que la richesse et la population américaine s'accroîtront, elles accroîtront les travaux, la richesse et la population de l'Europe. Il y aura action correspondante entre les deux accroissemens : il y a plus de Russes à Paris et en Italie, sous l'empereur Alexandre, que sous le czar Pierre : il y a plus d'Anglais répandus sur le continent, et l'enrichissant sous Georges IV, qu'il n'y en avait sous Jacques I^{er} ; depuis que les États-Unis se peuplent et s'enrichissent, que lorsqu'ils n'étaient que la Nouvelle-Angleterre pauvre et peuplée seulement de trois millions d'hommes.

Il en sera de même de l'Amérique : chacun de ses accroissemens en population, en richesses, en sciences, deviendra un accroissement correspondant pour l'Europe. C'est pour elle que l'on travaillera et que l'on consommera à Lima, à Mexico, au Chili. Cette participation aux richesses américaines ne peut donc pas lui échapper ; cette indication suffit pour lui montrer la route qu'elle

doit tenir, elle ne peut être que de travailler à accroître les moyens de prospérité de l'Amérique ; il en est deux principaux :

1^o L'éducation. L'Europe a, dans ce genre, une supériorité sur tout le nouveau continent, qui ne peut lui être contestée. Rien n'attache plus les hommes que la conformité de l'éducation et le souvenir des lieux dans lesquels ils l'ont reçue. Il est donc de l'intérêt de l'Europe de multiplier les établissemens dans lesquels les habitans de toutes les parties de l'Amérique pourraient trouver les divers genres d'éducatious qui doivent manquer encore chez eux. Les établissemens actuellement existans ne suffiraient pas : de plus, il en faut qui aient cette destination spéciale ; leur nom seul, rappelant aux Américains le souvenir de leur patrie, serait un attrait puissant pour eux, et une source d'avantages pour le pays qui aurait le bon esprit de le leur présenter. Parmi tant de dépenses que font tant d'états, celle-ci pourrait tenir une place à la fois honorable et utile.

2^o Les contrées coloniales sont affectées de maladies particulières à leur sol, et qui sont susceptibles d'être transplantées dans nos climats. Ce sont des hôtes dangereux, dont il

serait bien avantageux de diminuer les dangers, en préparant les moyens de les atténuer, peut-être même d'en tarir la source par une étude approfondie et des observations meilleures que celles qui ont été faites jusqu'ici. Un aussi grand motif d'humanité, embrassant à la fois les deux mondes, devrait porter les gouvernemens à former des institutions consacrées à l'étude des maladies coloniales, et aussi des méthodes curatives qui peuvent leur être appliquées.

Il resterait à former des établissemens pour la culture des plantes coloniales, en observant de les placer dans les climats qui correspondent davantage à ceux qu'elles habitent sur leur terre natale. La Provence brûlante, la Normandie humide, le centre de la France qui est montagneux, fourniraient des variétés de température favorables à ces transplantations. Quant à la colonisation directe, celle qui résulte des envois de colons par les gouvernemens, cette mesure, pour être bonne, exige la réunion d'un grand nombre de conditions que je n'aperçois pas dans l'état actuel des choses : nul doute qu'une forte émigration n'ait lieu de l'Europe en Amérique : si elle est dans la nature des choses,

elle réussira, et les gouvernemens n'ont pas besoin de s'en mêler : si elle n'est pas appuyée par cette nature des choses, l'appui des gouvernemens ne la remplacerait pas, et trop d'exemples de grands malheurs et de grands frais perdus avertissent assez qu'il faut s'abstenir de rentrer dans cette route, qui avait été tracée dans l'enfance de l'état colonial, et dont on a eu tout le temps de reconnaître la fausseté.

RECONNAISSANCE DE L'INDÉPENDANCE DE CHILI.

Saint-Jago-de-Chili, le 29 de septembre 1818.

*Lettre du député de Sa Majesté très-fidèle
auprès du gouvernement de Buénos-Ayres, à
l'envoyé de Chili auprès du même gouver-
nement*

« Sa Majesté très-fidèle, mon maître, ayant, à l'époque de son retour en Europe, cru bien de reconnaître le fait de l'indépendance des provinces de la Rio de la Plata, qui sont soumises à leurs gouvernemens respectifs, et d'entrer dans des rapports intimes d'amitié qu'il a, il y a long-temps, désiré entretenir avec les peuples des territoires adjoints à son royaume du Brésil, ce n'était seulement qu'un concours fatal d'événemens, qui ont été sentis dans l'intérieur des deux pays, ou plutôt la politique vacillante des états de l'Europe, qui ont pu empêcher Sa Majesté de manifester avant cette époque l'étendue entière de ses intentions libérales.

Sa Majesté très-fidèle, bien persuadée de la légitimité d'un gouvernement, dont l'existence est con-

statée par le fait de l'obéissance du peuple, n'attendait qu'une conjoncture où la réunion des desirs de tous serait démontrée, pour traiter avec les gouvernemens respectifs sur les bases solides d'une saine politique, sur les rapports immuables des intérêts mutuels, des liens de commerce, d'alliance et d'amitié qui sont propres à garantir la jouissance perpétuelle de la paix, qui est toujours l'objet le plus à désirer pour les peuples de toutes les nations.

En suite de ces principes, Sa Majesté a daigné me nommer son agent auprès du gouvernement de votre état, m'autorisant, comme elle m'a autorisé par des lettres de créance, à aider et avancer les intérêts du commerce et de la couronne.

Je suis autorisé par les mémoires qui m'ont été transmis par S. Ex. le ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, à traiter avec les envoyés et agens des provinces et états voisins, qui sont investis d'un caractère public dans cette ville, et auxquels il m'a été ordonné de déclarer d'une manière positive que ces dispositions libérales de Sa Majesté s'étendent à leurs gouvernemens respectifs.

Et comme une haute considération officielle est démontrée par cesdits mémoires envers le gouvernement de Chili, je ne puis plus long-temps me priver de la satisfaction que j'éprouve, en faisant part à V. Ex., en votre qualité de ministre de ce gouvernement suprême auprès de ces provinces, des sen-

timens généreux de mon souverain, de manière que vous pourriez aussi déclarer, dans le rapport que vous en ferez à votre gouvernement, que les sujets de l'état de Chili posséderont la même considération dans les états de Sa Majesté, que les sujets des autres gouvernemens; et aussi que les agens politiques ou commerciaux de ce gouvernement seront dorénavant reçus et entretenus à la cour de Sa Majesté avec les mêmes honneurs, considérations et crédits qui sont accordés aux ministres ou agens semblables des autres gouvernemens supérieurs, d'après les lois générales des nations. Il me faut cependant avertir V. Exc., que des agens diplomatiques seuls peuvent être accrédités à la cour de Lisbonne; mais que les consuls et vice-consuls seront admis aux ports du Brésil par la permission de S. A. R. le prince régent, tant qu'il continue à exercer l'autorité royale. »

Je me félicite de l'honneur qui m'est accordé d'être le moyen par lequel se déclarent les sentimens généreux de ma cour, et de l'occasion qui me donne lieu d'assurer V. Exc. de ma haute considération et estime.

Dieu préserve V. Exc. beaucoup d'années !

Signé, JEAN-MANUEL DE FIGUEIREDO.

Buenos-Ayres, le 11 août 1821.

A S. Exc. don MIGUEL ZANARTIF.

LETTRE OFFICIELLE

DU GÉNÉRAL O'DONOJU, VICE-ROI DU MEXIQUE,

Au ministre des affaires étrangères d'Espagne.

Monsieur,

Par mes lettres antérieures du 31 juillet et du 13 de ce mois, que j'ai eu l'honneur d'adresser à V. Exc., la haute compréhension de Sa Majesté sera pénétrée de l'état dans lequel j'ai trouvé ce royaume à mon arrivée à Vera-Cruz. Ma situation était la plus difficile dans laquelle s'est jamais trouvée une autorité quelconque, la plus compromise et la plus désespérée; la force me manquait ainsi que l'opinion, et l'esprit public était déjà prononcé et décidé. Quant au temps, tout pressait; ainsi je n'ai rencontré aucun moyen pour me tirer du labyrinthe tortueux dans lequel la fatalité m'avait conduit; le moindre de ces maux était des dangers auxquels ma personne était exposée, la ruine de ma famille, la mort de plusieurs des individus qui la composaient, et ce qui m'afflige d'avoir fait le malheur de plusieurs de mes amis qui ont voulu m'accompagner de la péninsule, et nuire leur sort au mien; enfin

toutes ces souffrances ont seulement touché ma sensibilité comme individu; mais, quand j'ai réfléchi que j'étais un homme public, que j'avais mérité la confiance du monarque; que celui-ci avait confié à mes soins la partie la plus riche et la plus belle de la monarchie; qu'il fallait de grands moyens pour répondre à son inestimable confiance; que les yeux de toute l'Europe et du monde entier étaient dirigés sur moi; que mes longs services allaient se briser contre un rocher invincible, et que je ne pourrais plus être utile à ma patrie, unique ambition que j'aie jamais connue: c'est alors que mon courage s'est laissé abattre, et j'aurais préféré de ne pas exister que de respirer accablé de si énormes douleurs. Toutes les provinces de la Nouvelle-Espagne avaient déclaré leur indépendance; toutes les places avaient ouvert leurs portes ou à la force, ou par capitulation aux soldats de la liberté. *Une armée de trente mille soldats* de toutes armes, divisés en régimens et disciplinés un peuple armé, parmi lequel on avait propagé d'une manière prodigieuse les idées libérales, et qui se souvient de la faiblesse (ils lui donnent un autre nom) de leurs anciens gouverneurs, dirigés par des hommes de talens et de caractère, et placés à la tête des troupes; un chef qui a su leur inspirer de l'enthousiasme, acquérir leur bonne opinion et leur amour; qui les a toujours conduits à la victoire, et qui avait en sa faveur toute

l'illusion qui accompagne les héros; les troupes européennes désertant par bandes, demandant à prendre le parti opposé qui leur était accordé; les officiers faisant de même, suivant l'exemple de leurs chefs. Il restait Vera-Cruz, Acapulco et Perote; mais la dernière avait capitulé de se rendre aussitôt que la capitale l'aurait fait, et la première, sans fortifications capables de soutenir un siège, sans garnison, et avec mille partisans de l'indépendance dans son sein et les intérêts du voisinage en opposition. Il restait encore Mexico; mais en quel état! Le vice-roi déposé par ses propres troupes; celles-ci, par cet attentat même, ne méritant aucune confiance, leur nombre n'étant que de deux mille cinq cents vétérans, et à peu près deux mille autres patriotes; une autorité intrusive qui n'était pas reconnue par les premières corporations comme la députation provinciale et l'audience (*suprême cour de justice*); le restant de la population désirant se réunir aux indépendans qui étaient auprès de la ville avec *huit à dix mille hommes*, et qui travaillaient par l'opinion, pendant que les autres étaient soutenus seulement par une fureur éphémère et téméraire, alimentée par l'or de quelques individus qui, ne connaissant pas l'impuissance de ce moyen, fondaient sur lui de vaines espérances; moi-même, assiégé depuis le moment que j'ai débarqué, sans correspondance avec l'intérieur, sans vivres et sans argent: les provinces dans un dés-

ordre qui est la suite d'une guerre intestine de cette nature, par faute de bras pour l'agriculture et les arts, tous étant employés à porter les armes, et avec elles désastres et désolation: le commerce paralysé, les fortunes des Européens, qui montent à plusieurs millions de piastres, détenus à Mexico, ceux qui conduisaient des sommes considérables, le restant étant dispersé par tout le royaume, et sans possibilité que ni l'un ni l'autre pût arriver aux mains des propriétaires, les fortunes de mille familles opulentes de l'un et l'autre continent restant ainsi ruinées, ruine que l'Espagne sentira pour bien des siècles: dans une telle perplexité, et sans instructions de mon gouvernement pour un pareil cas, je m'étais déjà résolu de m'embarquer pour retourner à la péninsule: mais je ne pouvais sans regret abandonner au sort deux grandes nations, et je retouruais dans mon imagination mille idées sans pouvoir me fixer à aucune. La porte seule de la négociation m'était laissée. Dans quelle autre avais-je d'espérance pour m'encourager à obtenir quelque avantage pour mon pays? Qui ne sait pas qu'un négociateur sans forces est obligé d'accorder ce qu'on lui propose, et ne peut pas proposer ce qui conviendrait le plus à la nation qu'il représente? Cependant j'ai voulu éprouver ce moyen extrême, et avec cette intention, j'y ai préparé les esprits par ma proclamation du 3 août, que j'ai fait distribuer, *surmontant toutes les difficultés*. Cette proclamation n'était pas reçue

avec déplaisir, quoique quelques journalistes l'eussent critiquée avec âcreté; et quand j'ai cru qu'elle avait bien circulé, j'ai envoyé au premier chef de l'armée impériale deux commissaires avec une lettre dans laquelle je l'ai assuré sur les idées libérales de mon gouvernement, les sentimens paternels du roi, de ma sincérité et de mes desirs de contribuer au bien général, en l'invitant à une conférence. J'en ai reçu une du même chef, qui, en voyant ma proclamation, m'a envoyé aussi des commissaires demandant une entrevue: je répète que je n'ai jamais pensé pouvoir tirer de cette entrevue aucun parti avantageux pour mon pays: mais j'étais résolu de proposer tout ce que les circonstances me permettraient: de ne jamais admettre ce qui n'était ni juste ni honorable, ou de rester prisonnier dans les mains des indépendans, s'ils manquaient à la bonne foi, comme malheureusement il l'a été que trop fréquent, et je suis sorti de Vera-Cruz pour traiter avec Iturbide à Cordova. Celui-ci était déjà informé par ses commissaires, qui avaient eu soin de faire des notes de mes réponses, des bases sur lesquelles il était nécessaire de *s'appuyer* pour que nous pussions entrer d'accord: et il les avait déjà examinées, considérées et consultées, quand le temps fut arrivé de nous voir. Le résultat de notre conférence est d'avoir convenu ce qui est contenu dans le n^o 1, copie de notre traité. Je ne sais pas si j'ai bien réussi: tout ce que je sais, est que l'expansion que mon âme a reçue en y

voyant signé par Iturbide, en présence du peuple et de l'armée mexicaine, ne peut être égalée que par celle que j'entrerais sachant que j'ai mérité l'approbation de Sa Majesté et du congrès. J'espère l'obtenir, quand je réfléchirai que tout était perdu sans remède, et que tout est gagné, excepté ce qu'il était indispensable de perdre quelques mois plus tôt ou plus tard.

L'indépendance était déjà infaillible : il n'y avait pas de force au monde capable de lui résister. Nous avons nous-même déjà éprouvé ce qu'un peuple sait faire lorsqu'il désire d'être libre. Donc il était nécessaire d'accéder que l'Amérique soit reconnue pour une nation souveraine et indépendante, et qu'elle soit appelée à l'avenir *l'empire mexicain*.

Un gouvernement modéré, monarchique et constitutionnel est le meilleur qui soit connu par la politique pour les pays qui unissent à une population et une étendue considérables un certain degré de ressources, d'éducation et de lumières, qui lui rendent le despotisme insupportable, en même temps qu'ils ne possèdent pas toutes les vertus nécessaires au maintien des républiques et des états fédérés : c'est ce qui a été pensé en dictant l'article 2.

Un peuple qui se constitue possède le droit d'élire le prince qui doit le gouverner : cette élection sans influence est spontanée et libre, et ce que nous voyons dans l'histoire, est que cela tombe toujours sur un homme de la même nation, ordinaire-

ment sur le plus entreprenant; souvent sur celui qui a la plus grande force à sa disposition; quelquefois sur celui qui a le plus d'amis, et rarement sur le plus vertueux. Cependant, dans le cas actuel, la gloire de l'Espagne demandait qu'on nommât un de ses princes empereur de Mexique, et en effet, Ferdinand VII est le premier appelé par l'article 3, et par ordre de primogéniture, ses augustes frères et son neveu.

L'article 4 ne demande pas d'explication : il n'est d'aucune importance aux Espagnols; et si la ville de Mexico, par sa position géographique, n'est pas la meilleure cour, elle a en sa faveur d'autres raisons qui la maintiendront dans ce rang.

L'article 5 est dicté par la considération due à sa Sa Majesté, par le respect et l'amour que les Mexicains et moi nous professons pour sa personne sacrée, et par le désir que l'arrivée de l'empereur ne soit pas retardée. J'ai commissionné le colonel don Antonio Del Val, et le lieutenant don Mathias José de Olachea, de porter à votre excellence, pour qu'elle ait la bonté de remettre à Sa Majesté cette lettre et la copie qui l'accompagne, du traité de Cordova, la suppliant en même-temps de daigner la recevoir avec bonté; d'accorder sa haute approbation à ce que j'ai fait, à mes bons desirs, et de mettre le sceau à ses bontés en accédant aux souhaits de ces peuples qui brûlent du désir d'être dirigés par Sa Majesté, ou un prince de sa maison.

Les articles suivans , jusqu'au 1.^{er} inclusif , appartiennent aux dispositions intérieures pour assurer l'ordre , éviter l'anarchie , garantir l'accomplissement de tout ce qui est convenu , et procurer par tous les moyens le but désiré . La seule chose remarquable est dans l'article 8 , où je suis nommé dès à présent membre de la junte provisoire du gouvernement , pour les raisons capitulées et exprimées dans le même article , auquel je ne me suis pas opposé , parce qu'en effet je suis d'opinion qu'il est nécessaire que je forme partie de la junte dans laquelle je pourrais toujours influer , en traitant sur les intérêts de mon pays , que je désire conserver , et auquel je désire être utile . Mes fonctions cesseront du moment que , conformément à l'article 13 , les cortès seront réunis ; mais je resterai dans l'empire jusqu'à l'arrivée du monarque , ou de la détermination de mon gouvernement .

Les articles 15 et 16 garantissent la vie , la liberté et les propriétés des Européens . Avant le traité , les premiers étaient exposés , et les derniers perdus : cette condition seulement est suffisante pour me remplir de satisfaction , et ne peut faire autrement que de me faire regarder avec indulgence par Sa Majesté et la nation entière .

A ce qui est accordé par l'article 16 , je ne pouvais faire autrement que d'y accéder : et comment s'opposer à ce que chacun commande dans son propre territoire ? non plus à ce qui est exprimé dans

le 17.^e . L'évacuation de la capitale était nécessaire et inévitable ; et puis cela a été fait , laissant une bonne opinion des vertus des troupes espagnoles , l'honneur de la nation , et capitulant d'une façon qui ne pouvait pas ternir notre gloire ; et de plus , étant convenu sur les articles précédens , rien de plus indispensable que de convenir de celle-ci , rien de plus urgent que d'employer immédiatement tous les moyens pour éviter l'effusion de sang , laquelle , par toute autre manière , aurait été inévitable . Il ne pouvait pas être permis que des soldats armés restassent en possession de la capitale d'un empire déclaré indépendant . Si je n'interposais mon autorité pour que cette sortie se fit sans commotion , le résultat nécessaire aurait été qu'ils en seraient sortis à la fin , laissant pour cour de l'empereur des ruines et des débris , lequel serait obligé d'y entrer foulant aux pieds les cadavres pour s'asseoir sur un trône préparé par l'amour des peuples , mais taché par le caprice et la témérité : il me paraissait de mon devoir d'éloigner de ses yeux un si horrible spectacle , et de son cœur la douleur qu'il aurait produite .

Après mon arrivée à Vera-Cruz , quand mon imagination balancait avec inquiétude sur le parti que je devais adopter , et quand j'étais loin même d'espérer ce qui est arrivé , il y avait quelques momens que je pensais à me défendre dans la place jusqu'au temps de recevoir la réponse de Sa Majesté . Maintenant

été sans doute impossible de suivre ce plan par l'état de la place même, que j'ai déjà démontré à V. Ex. Dans ces mêmes momens, le gouverneur m'a dit qu'il avait avec l'agent Amiento, sollicité du capitaine-général de Cuba des secours de forces pour la garnison : il m'a prié d'appuyer sa démarche, et je l'ai fait au moyen d'une lettre que j'ai adressée au même général ; et en conséquence il vient d'arriver deux cent cinquante hommes, qui, en aucun cas, par leur nombre, ne pouvaient être utiles. Cependant il paraît que tout se réunit pour que ce grand œuvre se cimente par le sang, et qu'il soit marqué par le cachet de la mort. Les maux qui seraient causés par un tel débarquement sont infinis : pour prévenir tout, j'ai informé le gouverneur de la place que lesdites troupes doivent immédiatement retourner à leur destination ; et avec grande raison ; car le capitaine-général lui dit, dans une lettre officielle du 29 juillet, qu'il en avait besoin, et qu'il espère qu'ils retourneront aussitôt que la cause de leur envoi aura cessé ; et comme les raisons sur lesquelles il appuie cette demande sont exprimées dans la lettre qui la contient, j'envoie la copie à V. Ex., marquée no. 3.

Je prie V. Ex. de démontrer à la haute considération de Sa Majesté tout ce que j'ai exposé, la suppliant de daigner approuver ma conduite, fille de mes desirs d'être utile à Sa Majesté, à la nation et à l'humanité.

D. G. V. Ex. M. A. Cordoba, 31 d'août 1821.

Les résolutions ci-jointes de la province de Buenos-Ayres nous sont parvenues lorsque l'impression de cet écrit touchait à son terme. Elles apportent une confirmation à tout ce que nous avons avancé sur la détermination invariable de l'Amérique, de rompre toute espèce de rapports avec l'Espagne ; de se tenir en garde et en alliance contre elle. Ce système est tellement dans la nature des choses, qu'il n'y a aucun mérite à l'avoir signalé d'avance. Comment, après avoir lu de pareils actes, songer à faire des propositions qui s'éloignent d'eux autant que le font celles de l'Espagne ? Comment rapprocher des intérêts qui partent de points si opposés ?

On est instruit par les mêmes voies que l'Amérique jouit de la plus grande tranquillité ; il y a trente ans qu'une partie de l'Europe ne peut pas parvenir à s'entendre avec elle-même, et voila qu'au bout de quelques années, la vaste Amérique jouit d'un renouvellement complet et pacifique : il y aura donc dans le monde des asiles de paix et de richesse.

Les voilà évanouies toutes ces espérances des mauvais génies qui ne comptent que sur les troubles, et qui se jouent, dans leurs calculs intéressés, des douleurs auxquelles ces troubles condamnent l'humanité ! Il faut encore renoncer à toutes les nouvelles que le

mensonge adresse à la crédulité, et que l'on a tant prodiguées pendant le cours de cette lutte, comme si des mensonges, en Europe, avaient la vertu de désarmer les champions qui combattaient en Amérique! Comme tout cela est vil et dépourvu de sens!

Les députés de la province de Buenos-Ayres invitent les autres députés à former des traités d'alliance offensive et défensive entre toutes les provinces contre l'ennemi commun:

Un traité pour conserver l'intégrité des provinces contre toutes les puissances étrangères;

Un engagement de ne terminer ou résoudre aucune affaire qui pourrait intervenir dans les intérêts municipaux des autres provinces sans le consentement desdites provinces;

Un règlement pour la conservation d'un commerce libre, intérieur entre toutes les provinces;

La nomination, d'un commun accord, de deux députés, dont l'un en Europe, et l'autre en Amérique, chargés de faire reconnaître l'indépendance de la Plata;

L'engagement par les provinces de faire le recensement de la population, et de fixer le nombre de représentants au congrès général;

L'établissement dans chaque province d'un gouvernement local représentatif, et la préparation d'un système de contributions publiques, de manière

que dans chaque province ainsi organisée on puisse assembler le congrès général, composé de représentants de chaque province: dans l'espace d'un an, les députés maintenant assemblés à Cordoue détermineront l'endroit où le futur congrès général s'assemblera.

Les événements et les relations d'Amérique sont peu connues en Europe et en France: j'ai pensé que l'on ne serait pas fâché de connaître la relation de la bataille de Carabobo, qui a décidé du sort de Colombia et fixé ses destinées. C'est la bataille de Pharsale pour cette partie de l'Amérique.

Cette pièce est extraite du *Courrier de l'Orénoque*, 25 juillet 1821, imprimé à *Angostura*, en trois langues, française, espagnole, anglaise: l'exécution en est aussi belle qu'elle pourrait l'être en Europe: et dans combien de villes de l'Europe trouverait-on à faire imprimer en trois langues?

On peut juger par là du progrès des arts dans les climats que nous croyons venus à la barbarie.

Le style de cette relation n'est pas tout-à-fait étranger à celui de ces bulletins de la grande armée, qui si long-temps firent tressaillir la France d'un juste orgueil et d'allégresse.

BATAILLE DE CARABOBO.

La naissance politique de la république de Colombie a été hier confirmée par une victoire éclatante.

Les divisions de l'armée libératrice ayant été réunies le 28 dans les champs du *Tinaquillo*, nous marchâmes hier au matin sur le quartier-général de l'ennemi, établi à Carabobo. La première division, composée du vaillant bataillon Britannique, du brave D'Apure, et 1500 chevaux sous les ordres du général Paez; la seconde, composée de la deuxième brigade de la garde, avec les bataillons tirailleurs *Boyaca* et l'*Escadron sacré*, commandé par l'intrépide colonel Arismendi, sous les ordres du général Sedeno; la troisième, composée de la première brigade de la garde avec les bataillons *Rifles*, *Grenadiers*, vainqueur de *Boyaca*, *Anozategui*, et le régiment de cavalerie du courageux colonel Rondón, sous les ordres du colonel Plaza.

Notre marche par des montagnes et défilés qui nous séparaient du camp ennemi a été rapide et ordonnée. Sur les onze heures du matin, nous défilâmes à gauche par-devant l'ennemi, et sous ses feux: nous traversâmes un ruisseau qui ne permettait d'autre front que pour un seul homme, en présence d'une armée qui, étant bien postée sur une

hauteur inaccessible et pleine, nous dominait en nous croisant par ses feux.

Le valeureux général Paez, à la tête des deux bataillons de sa division, et du régiment de cavalerie du brave colonel Muñozte, marcha sur la droite de l'ennemi avec une si grande intrépidité, que dans une demi heure, il resta tout enveloppé et coupé. Rien ne fera jamais assez d'honneur au courage de ces troupes. Le brave bataillon Britannique, commandé par le digne colonel Farriar, put aussi se distinguer parmi tant de braves, et il éprouva une grande perte d'officiers.

La conduite du général Paez, dans la dernière et dans la plus glorieuse victoire de Colombie, l'a fait digne du plus élevé rang dans la milice; et moi, au nom du congrès, je lui ai offert sur le champ de bataille l'emploi de général en chef.

Il n'est entré en action, de la seconde division, qu'une partie du bataillon tirailleurs de la garde, commandé par le digne officier Heras. Mais son général, au désespoir de ne pouvoir se trouver dans la mêlée avec toute sa division, à cause des obstacles du terrain, rencontra tout seul une masse d'infanterie, et mourut au milieu d'elle de la manière héroïque qui méritait terminer la carrière du *brave des braves* de Colombie. La république a perdu dans le général Sedeno un grand soutien, et dans la paix et dans la guerre; personne n'a été plus vail-

lant que lui, personne n'a été plus obéissant au gouvernement. Je recommande au souverain congrès les cendres de ce général, afin qu'on lui rende les honneurs d'un triomphe solennel. Un regret aussi grand afflige la république par la mort du très-entrépide colonel Plaza : plein d'un enthousiasme sans exemple, il se précipita sur un bataillon ennemi pour le soumettre. Le colonel Plaza est digne des pleurs de Colombia, et mérite que le congrès lui accorde les honneurs d'un éminent héroïsme.

L'armée ennemie étant dispersée, l'ardeur de nos chefs et officiers à la poursuivre fut telle, que nous fîmes une grande perte dans cette haute classe de l'armée. Le bulletin présentera les noms de ces illustres.

L'armée espagnole excédait 6,000 hommes, composée de l'élite des expéditions pacificatrices. Cette armée a cessé d'être : 400 hommes seront rentrés aujourd'hui dans Puerto-Cabello.

L'armée libératrice avait une force égale à celle de l'ennemi ; mais ce n'est qu'une cinquième partie qui a décidé la bataille. Notre perte n'est que douloureuse, au plus 200 morts et blessés.

Le colonel Rangel, qui fit, comme toujours, des prodiges, a marché aujourd'hui pour établir la ligne contre Puerto-Cabello.

Que le souverain congrès daigne agréer l'hommage d'une armée rendue la plus nombreuse et la

plus belle qui ait porté les armes dans Colombia, sur le champ de bataille.

J'ai l'honneur d'être, avec la plus haute considération, de votre Excellence,

humble, obéissant serviteur.

BOLIVAR.

*Quartier général, Libérateur Valencia .
25 juin 1821.*

A Son Excellence le Président du congrès général de Colombia.

L'impression de cet écrit était terminée lorsqu'en a eu connaissance en Europe de la pièce suivante : elle prouvera que les principes développés dans cette analyse du plan des cortès sont communs à tous les hommes qui suivent avec attention la marche des événements, et qui rapportent le gouvernement des sociétés humaines à des considérations élevées. Il faut espérer que le gouvernement américain va donner un grand exemple, et que l'Europe saura l'imiter.

M. Tremble a déposé sur le bureau du congrès la résolution suivante :

« Résolu par le sénat et la chambre des repré-

sentans assemblés en congrès, que le président des États-Unis est, par cette présente, autorisé et requis de reconnaître l'indépendance de la république de Colombia, et, par un échange de ministres accrédités, de mettre les relations politiques de ce gouvernement avec les États-Unis, sur le même pied que les autres provinces espagnoles de l'Amérique méridionale qui ont établi et conservent leur indépendance de l'Espagne doivent, de la même manière, être reconnues par les États-Unis comme gouvernemens libres, souverains et indépendans. »

SUR LE CRÉDIT PUBLIC DE COLOMBIA.

On se rappelle dans quel abîme d'avilissement et d'ignominie étaient tombés les noms de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, dont la réunion a formé la république de Colombia lorsque M. Zéa est arrivé à Londres vers le milieu de 1820. Des lettres de change, des bons, des obligations de ces deux pays, offerts partout au plus bas prix, n'étaient qu'un objet de dérision. Des écrits remplis de plaintes sur la mauvaise foi de ces gouvernemens; des calomnies répandues partout avec profusion; de prétendus agens qui, sans autorisation directe de ces mêmes gouvernemens, faisaient partout des

dupes en son nom, tout paraissait confirmer la mauvaise opinion que les agens diplomatiques de l'Espagne donnaient des indépendans. Ils étaient représentés comme de vrais brigands, sans honneur, sans foi, sans probité, incapables même d'aucun sentiment de moralité. M. Zéa arrive dans ces circonstances; son nom prévient déjà en faveur des indépendans qu'il représente, et il établit de suite les bases immortelles du crédit de Colombia par une grande et belle opération, qui donna à cette république une existence morale et une renommée financière qui relève l'éclat de sa gloire militaire. Il réunit les créanciers de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade qui, trompés dans leurs espérances, et menacés d'être ruinés, élevaient de hauts cris, qui retentissaient dans le monde commerçant.

Dans cette position, M. Zéa, maître des conditions qu'il pouvait faire à des hommes qui devaient croire que tout était perdu pour eux, loin de profiter de leurs craintes et des justes raisons qu'il pouvait avoir pour se refuser à l'acquiescement de plusieurs de ces créances, leur tint ce noble langage : *Je ne me présente point devant vous comme un marchand qui spéculé sur vos craintes et sur des subterfuges; j'apporte les seules pensées qui puissent convenir à un grand peuple et au héros qui le guide : mon pays veut payer tout ce qu'il doit, quelle qu'en soit l'origine; il en a les moyens avec*

(122)

la volonté ; chez lui la justice sera toujours au niveau de la richesse , et inaltérable , comme celle-ci est inépuisable. Une proposition aussi généreuse fut accueillie avec l'enthousiasme qu'il était fait pour exciter. M. Zéa échangea les titres de créance existans sous différentes formes contre des bons que les créanciers acceptèrent : ceux-ci commencèrent par perdre 70 pour 100 ; mais ils se sont élevés successivement ; et l'état prospère et affermi de la république de Colombia montrant ce gouvernement au-dessus de toute attaque , le crédit de ces bons s'est bientôt élevé , et il est parvenu à égaler celui des meilleurs effets publics de l'Europe , étant aujourd'hui au cours de 95 , et ayant même atteint pendant quelque temps celui de 101 fr.

FIN.

TABLE

DES MATIÈRES.

CHAPITRE PREMIER. Faits antérieurs aux plans des cortès ; discussion des articles de ce plan ,	pag. 1
CHAP. II. A quoi peut servir ce plan ,	71
CHAP. III. Vœux pour l'Amérique et pour l'Europe ,	95
Reconnaissance de l'indépendance de Chili ,	100
Lettre officielle du général O'donoju, vice-roi du Mexique ,	103

Fin de la table des matières.

IMPR. DE MAC. JUVENONNE-CREMIÈRE, rue Hautefeuille.

CARTAS —187—

DE UN AMERICANO

SOBRE

LAS VENTAJAS

DE LOS

GOBIERNOS REPUBLICANOS FEDERATIVOS.



LONDRES :

IMPRENTA ESPAÑOLA DE M. CALERO,
17, FREDERICK PLACE, GOSWELL ROAD.

1826.

pública, que por todas partes se va pronunciando á favor de la federacion; he resuelto darlas á la luz pública, animado de la dulce esperanza de ser útil á la causa de la verdadera libertad americana. Feliz me estimaré si los magnánimos promotores de la federacion mejicana y goatemalteca, que en el vuelo de su patriótico genio, salvaron los montes de dificultades y preocupaciones que presentaba el súbito tránsito del despotismo imperial al establecimiento del sistema federal, encuentran en este opúsculo nuevas razones de conviccion para continuar tan grandiosa obra, y nuevos motivos de alegría al ver confirmados ya sus pronósticos en los progresos de orden interior, de prosperidad pública, de crédito y gloria que se observan en los nuevos estados republicanos federativos. ¡Quiera el cielo que los demás del continente americano sigan tan noble ejemplo, y sin desórdenes ni efusion de sangre, uniformen, en lo posible, sus sistemas de gobierno con los de Washington, Méjico y Goatemala!

Londres 1.^o de julio de 1826.

UN VERDADERO AMERICANO
INDEPENDIENTE Y LIBRE.

INDICE.

—ooo—

	FOL.
CARTA I. Necesidad de discutir la cuestion relativa á las ventajas de los gobiernos republicanos federales.....	1
CARTA II. De la naturaleza de los modernos gobiernos republicanos federados.....	6
CARTA III. Examen comparativo de los gobiernos republicanos federales entre sí, y los consolidados establecidos en las Américas.....	33
CARTA IV. Se examinan los principios sobre los cuales se apoyan los impugnadores del sistema federativo.....	55
CARTA V. Ventajas de los gobiernos republicanos federativos.....	80
CARTA VI. Se contesta á los argumentos con que se impugnan las ventajas de el sistema republicano federativo.....	102
CARTA VII. Se demuestra la excelencia de los gobiernos republicanos federativos con los resultados que ofrecen los Estados-Unidos del Norte-América...	131
CARTA VIII. Continúa el asunto de la anterior.....	156
CARTA IX. Breves observaciones sobre la constitucion de Chile.....	168

ERRATAS.

Page.	Line.	Dirr.	Loare.
10	6	resultaran	resultaran
28	20	contribuyentes	constituyentes
35	12	consiguen	consiguen
97	17	respectar	respetar
115	26	hiberica	iberica
118	10	11,000,000	12,000,000
174	6	120,000,000	12,000,000
178	3	Reyaba	Reya

—191—

CARTAS
DE UN AMERICANO

SOBRE

LAS VENTAJAS

DE LOS

GOBIERNOS REPUBLICANOS FEDERATIVOS.

CARTA I.

NECESIDAD DE DISCUTIR LA CUESTION RELATIVA A
LAS VENTAJAS DE LOS GOBIERNOS REPUBLICANOS
FEDERALES.

Amigo mío: no se engañó V. en persuadirse que
habría de leer yo con ansia las *Memorias políticas*
sobre las federaciones que el ciudadano D. Juan
Egaña publicó en Chile en el presente año. Apenas
llegó á mis manos el ejemplar que V. á tenido á bien
dirijirme, le devoré con ansia, creyendo encontrar

en esta produccion literaria argumentos capaces de hacerme variar la opinion que tengo formada acerca de las sublimes ventajas de el sistema *repúblicano federativo*. Me indujo á pensar de este modo, el tono decisivo con que el Sr. Egaña „asegura haberse analizado muy poco sobre las formas federativas en „ la época presente, siendo muy superficial ó superficial, „ cinto cuanto hasta aqui habia visto (*).” Pero ¡ay amigo mio! y cuán defraudadas quedaron mis esperanzas! Y pues que V. se empeña en que le manifieste mis ideas en la materia, lo haré con la franqueza de nuestra amistad, con la concision propia del estilo epistolar, y con el ardiente deseo que me asiste de contribuir al bien de nuestra patria, sin que por ello deje de tributar el homenaje de mis respetos á las luces y patriotismo del Sr. Egaña.

V. convendrá conmigo en que si es de la mas alta importancia para todo americano, conocer á fondo cual de los dos gobiernos merezca la preferencia: la solucion del problema llama imperiosamente la atencion de los que miran con particular cariño los sucesos de las nacientes republicas, y con mayor eficacia la de los que habiendo nacido en sus territorios, nos interesamos altamente en su prosperidad y gloria.

(*) Memorias políticas, §. IV folio 1.

Y asegurada ya la independencia; proclamados los principios eternos de la moral pública; desengañados los enemigos, ó convencidos de su impotencia para hacernos retrogradar del noble fin que nos hemos propuesto con la revolucion; y erijidos gobiernos cimentados sobre las eternas bases de la ilustracion y de la libertad, se hace preciso darles la perfeccion de que son capaces, la que reclaman los sacrificios hechos, y la que deben recibir del influjo fecundo de las luces del siglo, y de la experiencia de los que en el Norte-América, bajo la direccion de Washington, confundieron la sabiduria del mundo viejo, haciendo ver, con los efectos benéficos de su sistema político, que los hombres que en los siglos XVIII y XIX osan emanciparse de la autoridad de sus antiguos señores, saben establecer gobiernos libres y vigorosos, y asegurar su prosperidad sin deberlo á la fuerza ni á la ciega combinacion del acaso: en una palabra, *saben*, como dice el político americano Mr. Galatin, *gobernar-se á si mismos*. „ Abandonando „ los americanos los instrumentos de la grandeza „ europea (decia el sabio Hamilton en un discurso dirigido el año de 1777 á la convencion de Filadelfia) „ y enlazando los trece estados en una estrecha ó „ indisoluble union, llegarán á erijir un gran sistema americano, superior al poder y á la influencia „ de la fuerza transatlántica: y el cual al fin fijará

„ los términos de las relaciones que deben mediar „ entre el antiguo y el nuevo mundo (*).” La serie de los sucesos acreditó la exactitud del vaticinio, ¿y por qué no esperar igual resultado en las repúblicas erijidas sobre los territorios hasta aquí sometidos al mando de la Península?

Aunque las Américas ofrecen en su conducta una laudable circunspeccion y madurez, acompañadas de una marcha firme, sin los escándalos del egoismo y de la apostasia, ni los crímenes que siempre abundan en las revoluciones; con todo no deja de llamar la atención de los que miran con placer los progresos de la libertad del mundo nuevo, el ver que habiéndose adoptado por todas las nuevas naciones el gobierno republicano, unos hayan preferido el *federal*, y otros el *unitario consolidado*. Esta divergencia en las bases, suscita dudas sobre el acierto de la eleccion, y promueve las siguientes cuestiones. ¿El *federativo* opone obstáculos al logro de la libertad y de la prosperidad de los pueblos que le han abrazado? ¿El *central unitario* desempeña con mas presteza y seguridad estos objetos? Vea V. el tema que el Sr. Egaña definitivamente resuelve en favor de las repúblicas unitarias.

(*) The Works of Hamilton, vol. 2. number xi. folio 79.

Y los datos en que se apoya, me preguntará V. ¿ponen la victoria en sus manos, arrebatándosela á los que profesamos opuestos principios? Desde la carta inmediata procuraré satisfacer la curiosidad de V. con tanto mas placer, cuanto cuento que mi correspondencia no saldrá del estrecho recinto de nuestra amistad.

Es de V. afmo Q. S. M. B.
X.

Nueva York.
2 de Octubre de 1825.



CARTA II.

DE LA NATURALEZA DE LOS MODERNOS GOBIERNOS
REPUBLICANOS FEDERADOS.

Mi dulce y apreciable amigo: al cumplir mi palabra ruego á V. que se arme de paciencia disimulando mis errores ó corrigiéndolos, seguro de mi dócil deferencia á sus advertencias.

I.

„La federacion (segun el Sr. Egaña) (*), es la
„union y alianza política de algunos pueblos que
„reservan en si parte de la soberania, consignando
„otra porcion en la representacion general de los
„aliados.” Antes de pasar adelante, no puedo menos de observar el modo vago con que está concebida esta definicion; y en prueba ruego á V. me diga de buena fe, si por ella ha conocido V. el verdadero carácter de las modernas repúblicas federadas?... Son alianzas se dice de pueblos!... y yo pregunto, ¿de pueblos enteramente independientes entre si, ó de pueblos que reconocen subordinacion á una autoridad suprema por ellas establecida,

(*) Memorias políticas § 1. fol. 1.

7 —194—
y á la cual están sugetos?... De pueblos se añade, que reservan en si parte de la soberania, consignando otra porcion en la representacion general de los aliados. ¿pero cuál es la parte que se reservan, y cuál la de que se desprenden? La primera es la mas sublime, ó la última es la mas brillante de la soberania, por valermé de la oportunísima expresion de un distinguido diputado en las cortes de Cadiz (*).

El vacío que se advierte en la definicion del Sr. Egaña, es tanto mas notable en tanto con solo reconocer la constitucion Anglo-Americana y las de Méjico y Goatemala, tenia lo bastante para reducir sus ideas al punto debido de claridad. „La nacion „Mejicana, dice el art. 5. del acta constitutiva de „21 de enero de 1821, adopta para su gobierno la „forma de república representativa federal; cuyas „partes integrantes, son estados independientes libres, y soberanos en lo que exclusivamente toca „á su administracion y gobierno interior.”... El gobierno de la república de Goatemala dice su constitucion „es popular, representativo federal;” cada uno de los estados que le componen, es libre é inde-

(*) Perez de Castro, Diario de las citadas cortes, tom. 8. fol. 123.

pendiente en su gobierno y administracion interior: (art. 8 y 9) decisiones que descubren la índole de las repúblicas federadas, sin dejar lugar á dudas.

„Estas, segun Hamilton, son unas reuniones de „sociedades, ó asociaciones de uno ó mas estados „en uno solo (*). Segun Montesquieu, la forma del „gobierno federal resulta del convenio de algunos „pequeños estados, de hacerse partes de otro mas „grande. Es una especie de aligacion de sociedades, que forman una sola capaz de recibir aumentos por medio de la agregacion de otras nuevas, hasta afirmar la seguridad de todo el cuerpo social. . . . Reune en si las ventajas del gobierno republicano, con toda la fuerza exterior del monárquico (+).”

Muchas de las impugnaciones que sufren los gobiernos modernos federados de parte de los políticos, nacen en unos, de los resabios de la educacion, del apego á las máximas de los maestros, y de la segunda naturaleza que forma en los hombres la dependencia servil en que siempre han vivido: en no pocos del miedo á la libertad, y de las ideas que les sugiere una política media que intenta aligar cosas que por su naturaleza resisten la fusion: y en mu-

(*) Hamilton's Works, tom. 2. fol. 59.

(+) Esprit des loix, tom. 1. lib. 9. cap. 10.

chos de los estímulos del interes individual. . . En „el número de los obstáculos que á juicio de Hamilton, „halló la constitucion del Norte-América, ocupaban „un lugar preeminente los intereses de cierta clase „de hombres, que se oponen á toda innovacion, „recelosos de que pueda disminuirse el poder é influencia de sus destinos; y la viciada ambicion „de otros que esperan medrar á costa de los desórdenes de su patria, ó elevar su fortuna á un grado mayor de esplendor. . . . No solamente los „empleados del gobierno que consultan siempre los „dictámenes de su propia conveniencia, sino otros „arrastrados por las ideas que equivocadamente se „han formado sobre su importancia, ó porque su „ambicion aprecia cosas poco compatibles con el „bien general, se empeñan en persuadir al pueblo „que no apruebe el establecimiento del régimen „federal.”

Los defectos que el Sr. Egaña atribuye á las repúblicas modernas federadas, dimanar de haber confundido este escritor las federaciones de pueblos soberanos y absolutamente independientes entre si como fueron las antiguas, con las de los pueblos modernos, las cuales sin renunciar del todo á su soberania, forman una nacion sometida al mando de una autoridad soberana, en quien residen todas las funciones relativas al gobierno general. A esta clase

corresponden las actuales, cuyo modelo reside en el Norte-América. Mi opinión se funda en los hechos históricos de Grecia y Roma que cita el Sr. Egaña para robustecer su opinión. Pero así estos, como los á que se refiere de Alemania, Holanda y Suiza, no son aplicables á la cuestion del día; ya porque la forma de las federaciones de dichos pueblos se diferencia esencialmente de las de las repúblicas federales americanas, y ya porque las costumbres presentes, que tienen la mayor influencia en la política, discrepan tanto de las de los griegos, romanos, alemanes, suizos y holandeses, como que empeñarse en acomodar á ellas nuestras instituciones, es lo mismo que si con el color de perfeccionar el buen gusto actual de Europa, se quisiera restablecer el uso de los trages usados en la época del Cid.

“Si los amigos ilustres de la libertad, prosigue „ Hamilton (*), hubieran llegado á creer que no era „ posible hallar modelos mas acabados de gobierno „ que los que conocieron los antiguos, habrian abandonado su empresa. La ciencia política ha recibido grandes mejoras. La fuerza de ciertos principios se percibe en el día mejor que en la antigüedad. La division de los poderes, la introduccion

(*) Id. Number ix, fol. 54.

„ de las balanzas legislativas, el establecimiento de „ tribunales compuestos de jueces independientes ó „ inamovibles, y la representacion del pueblo por „ diputados que forman las legislaturas modernas, „ son descubrimientos ó mas bien perfecciones que „ en nuestros dias ha recibido la ciencia política, „ que acreditan las ventajas del sistema republicano „ y disminuyen ó corrigen sus defectos. . . . En una „ palabra, por estos medios se ha dilatado la órbita „ dentro la cual caminan los sistemas republicanos, „ ya sea con respecto á las dimensiones de cada estado, ó ya á la consolidacion de ellos en una gran- „ de federacion.”

A las consecuencias que naturalmente se deducen de lo referido, y que demuestran la impertinente comparacion que se hace de las *federaciones antiguas* con los sistemas *federados de las repúblicas modernas*, para demostrar las imperfecciones y desventajas de estos; se agrega la fatal equivocacion en que han incurrido los impugnadores, por no haber conocido la diversa naturaleza de las *repúblicas*, y de las *democracias*. Las que llamamos repúblicas griegas y romanas eran *democracias*, y las *repúblicas* actuales son verdaderas *repúblicas*. En las primeras todo el pueblo gobernaba y legislaba por sí, y en las últimas lo ejecuta por medio de representantes ó poderhabientes; circunstancias que descubren la radical diferen-

cia de unas y otras, y la inexactitud con que se procede al cotejarlas entre sí, para atribuir á las *repúblicas federativas* los vicios esenciales de las *democracias*. No ha tenido poca parte en este error la fuerza de la autoridad de ciertos escritores célebres, que dejándose llevar de la terrible influencia de los gobiernos absolutos ó moderados, bajo los cuales vivieron, han exagerado sus bondades encareciendo los defectos de los republicanos, y atribuyéndoles, sin crítica ni discernimiento, las inquietas turbulencias de las *democracias* griegas, romanas ó italianas.

La *federacion anficciónica*, por ejemplo, una de las á que se refiere el Sr. Egaña, se compuso de las repúblicas griegas independientes entre sí, y las cuales, aunque reunidas bajo la autoridad de un consejo, conservaban el carácter de *soberanas iguales*. Sus funciones se reducian: primero, á proponer y decretar lo conveniente al bien de la Grecia: segundo, á hacer la guerra: tercero, á decidir en última instancia las disputas que se suscitaban entre las repúblicas: cuarto, á emplear toda la fuerza de la federacion contra los discolos: quinto, á admitir nuevos individuos en la liga: y sexto, á conservar la religion, guardar las riquezas del templo de Delfos y ejercer jurisdiccion sobre cuantos iban á consultar al oráculo. Los anficciones eran diputados de unas ciudades absolutamente soberanas, que ejercian cierto poder sobre

ellas. De esta base imperfecta dimanó la debilidad de su autoridad, y de ella vinieron los desórdenes que al cabo arruinaron la *federacion*. Los vocales que representaban á las ciudades mas poderosas, lejos de influir en la subordinacion de ellas, tiranizaban á las mas débiles y corrompian la integridad de sus poderhabientes. A este vicio debió Atenas haber sido árbitra de la Grecia por espacio de 62 años, y 29 Lacedemonia, á la cual sucedió Thebas en la dominacion.

Las ciudades que compusieron la liga *achea*, de la cual habla el Sr. Egaña, al formarla se reservaron la jurisdiccion municipal, el nombramiento de los empleados y una absoluta igualdad soberana. El senado, única corporacion que los representaba: primero, hacia la paz y la guerra: segundo, nombraba y recibia embajadores: tercero, ajustaba tratados de paz y de alianza: y cuarto, elegia un Pretor que mandaba las tropas, y con el consentimiento de diez senadores desempeñaba las funciones gubernativas en los recesos del senado. De la estructura de estas *federaciones* y de las modernas *repúblicas federativas*, deducirá V. cuán ridículo es empeñarse en calificar las unas por las otras.

El mismo resultado produce la comparacion que hace el Sr. Egaña con las *federaciones europeas*. ¿Qué tienen de comun la *germánica* y la *helbética*

con la *americana* que sirvió de modelo á las nacientes repúblicas ultramarinas, y que ha llevado al grado de una sublime perfección los sistemas republicanos? La *confederación germánica*, hija de la feudalidad, se compuso de representantes de la liga, independientes del emperador, que se reunían en una *dieta*, la cual desempeñaba el poder legislativo, hacia la guerra y la paz, contrataba alianzas, acuñaba moneda y levantaba tropas. El emperador tenía el poder ejecutivo y el de detener el curso de los decretos de la asamblea. Dos tribunales, la cámara imperial y el consejo áulico, ejercían jurisdicción en las controversias relativas á el imperio, y en las que se suscitaban entre los miembros de la federación, quedando sujetos al juicio del emperador los excesos de autoridad; y al de la cámara imperial y del comercio, las disputas que se promovían de resultas de el ejercicio de las atribuciones peculiares á cada poder. En una palabra: «la liga germánica era una asociación de soberanos, y la dieta un cuerpo que los representaba: forma que hacía del germánico un cuerpo débil, incapaz de dirigir la conducta de sus individuos, expuesto á los ataques extranjeros y agitado con fermentaciones intestinas» (*).

(*) Hamilton and Madison, number xix, vol. 2. fol 132.

La *federación suiza* no merece nombre de *república federada*, porque no tiene tesorería ni ejército al servicio general, ni moneda común, ni signo alguno de soberanía. La situación topográfica, la pobreza individual, el miedo á los vecinos poderosos, y los pocos motivos de discordia que hay entre los habitantes, á causa de la homogeneidad y sencillez de sus costumbres, mantienen la unión de los cantones.

La *federación bávara*, antes aristocrática que republicana, se formó de seis estados o provincias absolutamente iguales entre si, compuesta cada una de ciudades, también iguales ó independientes. El ejercicio de la soberanía de la federación residía en los estados generales, representados por cincuenta diputados que nombraban las provincias: sus funciones eran vitalicias en unas, anuales, trienales y sexenales en otras, y en alguna la duración del cargo era arbitraria. Facultades de este congreso: primera, hacer tratados: segunda, declarar la guerra y la paz: tercera, levantar ejércitos y aprestar escuadras: cuarta, imponer tributos. Estos actos soberanos requerían para su validez la aprobación de los constituyentes: quinta, nombrar y recibir embajadores: sexta, llevar á ejecución los tratados y alianzas anteriormente contratadas: séptima, arreglar las casas de moneda, salvos los derechos de las provin-

cias: y octava, gobernar como soberano los territorios de él dependientes. Las primeras no podían: primero, hacer tratados con extranjeros, sin el consentimiento de todos: segundo, imponer á sus vecinos mayores derechos que á sí propias: y tercero, establecer impuestos dañosos á ellas. Un consejo de estado, una cámara de cuentas, y cinco colegios de almirantazgo, auxiliaban las operaciones del *gobierno federal*.

El *Estatouder* era el magistrado supremo en quien residía el poder ejecutivo, en cuyo goze entraba por sucesion hereditaria y no por la eleccion del pueblo. Como *Estatouder* de cada provincia, primero nombraba los magistrados municipales: segundo, ejecutaba los decretos de las provincias: tercero, presidía sus tribunales: y cuarto, concedía indultos: y como *Estatouder* de la federacion: primero, terminaba las disputas que se promovian entre las provincias: segundo, asistía á las deliberaciones de los *estados generales* y á sus conferencias privadas: tercero, daba audiencia á los embajadores extranjeros y nombraba agentes particulares cerca de las demas naciones: cuarto, mandaba las tropas y entendía en todos los negocios militares: quinto, era almirante general y superintendente de la escuadra, presidía los almirantazgos, nombraba los oficiales, y establecía los consejos de guerra, cuyas sentencias no se lleva-

ban á efecto sin su aprobacion. Por lo expuesto se hecha de ver que esta *federacion* encerraba en sí el germen fatal de la imbecilidad, de la discordia entre las provincias, de la influencia fatal de los extranjeros, de una existencia precaria en tiempo de paz, y de calamidades y desgracias en el de guerra.

Desengañémonos, amigo mio, y con nosotros el Sr. Egaña y cuantos como él hablan contra las *modernas repúblicas federales* por no haber conocido bien su organizacion, que para formar juicio recto de sus ventajas ó desventajas, de sus vicios y de sus perfecciones, en vez de tomar por norma á los griegos y á los romanos, á los belgas, á los germanos y á los helbéticos, debemos hacerlo con los anglo-americanos: esta nacion, la primera que tras el océano proclamó la independencia, y á la cual, como á la Atenas moderna, los pueblos que aspiren á asegurar la libertad, deberán acudir por las tablas sagradas, do están escritas por el dedo de la sabiduria, las bases eternas del gobierno republicano mas perfecto que han conocido los hombres.

II.

Si del exámen de las *federaciones* antiguas, pasamos á el de las *repúblicas federales* constituidas en América bajo el pie de la que fundó el inmortal Washington, acabará V. de convencerse de la inopertunidad con que se aplican á las últimas los argu-

mentos sacados de la aciaga forma de las primeras: convendrá V. en que estaba reservada á nuestra edad la gloria de resolver el problema que ninguna nacion habia desatado, á saber, *¿cómo se confiarían al poder supremo las facultades que dimanán de la soberanía, necesarias para obtener los grandiosos objetos que los hombres se proponen al reunirse en sociedad, sin despojar á los pueblos de todo el lleno de la que en ellos reside esencialmente?* Tan noble empresa se ha conseguido por medio de los sistemas republicanos federativos. Mas si V. lo duda, vere de demostrarlo con el análisis de su organizacion.

Veinte y cuatro provincias ó estados en Méjico y cinco en Goatemala situados en terrenos fértiles y dilatados, que rinden una variedad de frutos preciosos, cortados con rios que facilitan grandemente la multiplicacion y cambio de sus producciones, cuyos moradores reconocen un mismo origen, profesan una misma religion, hablan un mismo idioma, y tienen unas mismas costumbres: al emanciparse de la metropoli, conociendo los daños que produce la arbitrariedad, resolvieron adoptar una forma de gobierno que protegiera sus libertades con el menor sacrificio de sus derechos individuales. El sistema republicano mereció la preferencia, pero recelosos del abuso que pudiera cometer algun dia el encargado del poder ejecutivo, y de que la representacion nacional consti-

tuida del modo que lo está en las modernas repúblicas hiciera, degenerar insensiblemente al gobierno, y de que establecidas tantas naciones soberanas é independientes, cuantas fueran hasta alli las provincias, en vez de la concordia y de la combinacion feliz de las fuerzas, resultarán choques y contradicciones que lisonjeando la ambicion convirtieran á las mas poderosas en opresoras de las mas débiles, resultando una esclavitud mas villipendiosa que la de que iban huyendo: se convinieren en unirse entre si las provincias de cada distrito antiguo, formando una nacion regida por un gobierno que reuniera todas las ventajas de las repúblicas sin entorpecer la accion de las provincias mismas sobre los medios conducentes á labrar su prosperidad interior, y sin incurrir en los inconvenientes funestos de las *democracias*, en los males de las monarquias, ni en los desmanes del despotismo: y estas dichas cualidades las hallaron en las *repúblicas federales*.

La experiencia, amigo mio, nos descubre los inconvenientes que un pueblo, justamente celoso de su libertad debe temer del sistema *republicano central*: derivados de el modo con que se trasladan las facultades legislativas que residen en la nacion, al cuerpo de diputados. Nominados por los pueblos, y revestidos con las funciones mas augustas y trascendentales de la soberanía, las absorben de un